

FORUM. La mise en œuvre du droit à l'eau a besoin d'un nouvel élan. Jean-Louis Chaussade, président-directeur général de Suez environnement

L'eau est un droit humain. Force est de constater qu'il n'est pas une réalité pour tous. 1,8 milliard de personnes n'ont toujours pas d'accès sécurisé à l'eau potable, ni 2,5 milliards à un système d'assainissement adéquat. Et pourtant d'immenses progrès ont été accomplis qui ont permis de doter 600 millions de personnes de l'eau courante à domicile entre 2000 et 2010. Mais l'amélioration n'est pas la même partout: si elle est visible en Chine et, dans une moindre mesure, en Inde, elle ne l'est pas en Afrique subsaharienne notamment; et, surtout, la population mondiale a crû de 770 millions de personnes au cours de cette même période. Car le diagnostic sur l'accès à l'eau doit être réalisé à l'aune de plusieurs facteurs: la croissance démographique d'abord, souvent localisée dans des régions du monde qui souffraient déjà de déficits en eau, telles que l'Afrique, continent dont la population va doubler d'ici à 2050. L'urbanisation ensuite. Dans dix ans, la population mondiale sera urbaine pour plus des deux tiers. Le réchauffement climatique, enfin, va accentuer la raréfaction de la ressource en eau pour certaines zones de la planète : en 2035, 40 % de la population mondiale vivra dans des régions où le stress hydrique sera avéré.

L'eau, soumise à une demande de plus en plus forte d'une population en croissance et urbaine, devient rare : c'est une réalité qu'il faut relayer fortement, d'autant qu'elle est porteuse de risques de conflits d'usage déjà avérés dans certaines parties du monde, entre l'eau agricole, l'eau industrielle et l'eau domestique. Au regard de ce constat, la mise en œuvre de solutions pour rendre effectif le droit à l'eau est une priorité et nécessite une action collective. Elle doit nécessairement obéir à plusieurs principes, dont le 7e Forum mondial de l'eau qui se tient à Daegu et Gyeongbuk en Corée du Sud du 12 au 17 avril permettra de débattre.

D'abord, il devient impératif d'appréhender l'accès à l'eau, non plus de manière isolée mais, d'une part, en lien avec ce qui permet de le mettre en œuvre (la disponibilité de l'eau et donc le réchauffement climatique) et, d'autre part, au regard de ses impacts sur l'alimentation et, plus généralement, le développement. Car apporter des solutions qui économisent l'eau et maximisent sa disponibilité, c'est œuvrer pour rassembler les conditions d'un meilleur accès à l'eau pour tous. C'est le choix qu'ont fait les organisateurs du Forum, de faire travailler l'ensemble des acteurs sur les solutions qui mettent en relation l'eau avec les sujets qu'elle impacte : eau et agriculture, eau et énergie, eau et croissance verte notamment.

La question du droit à l'eau nécessite aussi de mettre sur la table l'enjeu de la gouvernance de l'eau, et cela au-delà du débat public-privé, qui a occupé la scène ces dernières années, faisant passer au second plan des sujets importants. Des réponses doivent être apportées aux questions suivantes: Quelle gouvernance pour articuler les différents usages de l'eau et partager les risques entre les acteurs ? Quel meilleur système de tarification pour résoudre la redoutable équation de la raréfaction de la ressource et de sa qualité ? Nous débattons de ces questions au Forum lors de la présentation d'une nouvelle recommandation sur la gouvernance issue d'un travail multi-acteurs sous l'égide de l'OCDE.

Enfin, il convient aussi d'aborder l'enjeu de l'accès à l'eau avec les yeux de la modernité et des multiples initiatives innovantes: partage des connaissances et transfert des savoir-faire, solutions collaboratives, dialogue avec les parties prenantes. À Daegu, nous soutiendrons le lancement de Water Right Makers, le premier réseau collaboratif dédié aux acteurs de terrain sur le droit à l'eau et à l'assainissement. Le but: donner à l'ensemble des porteurs de projets la possibilité de mutualiser leurs expériences pour faire connaître et déployer les solutions permettant de faire progresser l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Associer l'eau aux enjeux du climat et de l'alimentation, de la gouvernance, des solutions collaboratives, traduit l'esprit du 7e Forum mondial de l'eau, qui sera suivi d'autres événements internationaux importants, qu'il s'agisse de la signature des Objectifs du développement durable en septembre prochain ou de la 21e Conférence des parties à la fin de l'année. L'année 2015 est une vraie chance pour l'eau, saisissons-la collectivement !

CHAUSSADE Jean-Louis

<http://www.la-croix.com/Archives/2015-04-14/FORUM.-La-mise-en-oeuvre-du-droit-a-l-eau-a-besoin-d-un-nouvel-elan.-Jean-Louis-Chaussade-president-directeur-general-de-Suez-en-vironnement-2015-04-14-1302489>

